INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 4 novembre 2021**

* Les Bourses européennes ont poursuivi sur leur bonne lancée ce jeudi, dans le sillage du discours modéré de la Fed. Au son de la cloche, le CAC 40 a gagné 0,53% à 6 987,79 points (s’offrant même un nouveau record en séance à 6 993 points) et l’EuroStoxx 50 s'est adjugé 0,52% à 4 332,04 points. A Wall Street, la tendance se montre plus indécise en fin d’après-midi : si le Dow Jones s’effrite de 0,23%, le Nasdaq Composite avance de 0,61%.
* Les places du Vieux Continent ont débuté la séance sur une note positive, dans le sillage d'une communication de la Fed sans mauvaise surprise. L'institution a confirmé hier soir le début du " tapering " (réduction de son programme de rachat d'actifs), tout en repoussant l'hypothèse d'une hausse des taux à court terme.
* Les principales statistiques du jour n'ont pas joué les trouble-fêtes.
* Dans les principaux pays européens, les PMI définitifs d'IHS Markit sont ressortis globalement conformes aux attentes en octobre. Comme l'on s'y attendait, le ralentissement de la croissance s'est poursuivi dans le secteur privé de la zone euro. Le PMI Composite y est finalement ressorti à 54,2 contre 54,3 en estimation préliminaire et après 56,2 en septembre.
* Aux Etats-Unis, les inscriptions hebdomadaires au chômage ont reculé plus que prévu, passant de 283 000 à 269 000, alors que les économistes escomptaient en moyenne 275 000.
* En fin d’après-midi, la livre britannique recule de 0,75% à 1,1696 dollar pour une livre. La devise britannique a même touché un plus bas d’un mois face à la devise américaine. Cette mauvaise orientation découle du choix de la Banque d’Angleterre (BoE) de laisser inchangée sa politique monétaire. Son principal taux directeur reste en effet fixé à 0,1% (son plus bas niveau historique) et ses rachats d’actifs à 895 milliards de livres. L’institution a ainsi déjoué les pronostics de nombreux économistes qui s’attendaient à un resserrement monétaire.

L'institution a néanmoins signalé qu'une hausse des taux pourrait intervenir au cours des prochains mois, si l'économie évoluait conformément à ses prévisions.

* Les cours du pétrole progressent timidement. Cet après-midi, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, dont la Russie, ont décidé, sans surprise, de relever leur production de 400 000 barils par jour, a indiqué Reuters. Les principaux producteurs d'or noir sont donc rester sourds à la demande des Etats-Unis qui souhaitaient un relèvement plus important compte tenu du déséquilibre entre l'offre et la demande. Par ailleurs, Bank of America a relevé ses prévisions de cours.

Le broker a revu à la hausse son estimation pour le baril de Brent pour 2022 de 75 à 85 dollars pour 2022 et de 65 à 75 dollars pour 2023. Pour le baril de WTI, il vise 82 dollars pour 2022 contre 71 dollars auparavant, et 70 dollars pour 2023 contre 61 dollars auparavant.

* Le coût du travail a augmenté de 8,3% aux Etats-Unis au cours du troisième trimestre 2021. Il était attendu en hausse de 7%, après une hausse de 1,1% (révisé) lors du trimestre précédent. La productivité dans le secteur non-agricole a quant à elle reculé de 5%, contre des attentes à -3% (+2,4% au second trimestre).
* En septembre 2021, par rapport à août 2021, les prix à la production industrielle ont augmenté de 2,7% dans la zone euro, selon les estimations d’Eurostat, l’office statistique de l'Union européenne. En août 2021, les prix avaient augmenté de 1,1%. En septembre 2021, par rapport à septembre 2020, les prix à la production industrielle ont bondi de 16% dans la zone euro.

**SOCIETES**

* Sur le front des valeurs, les investisseurs ont arbitré un nouveau déluge de résultats et publications trimestriels. A ce jeu-là, Veolia (+4,24%) et Orpea (+3,26%) sont les grands gagnants du jour.
* Pour sa part, Société Générale a dû se "contenter" d'un gain de 1,02% ; ses robustes résultats ayant été quelque peu contrebalancés par le net recul des rendements obligataires des deux côtés de l'Atlantique.
* En revanche, Legrand (-1,61%) et Teleperformance (-1,51%) n'ont pas convaincu.
* Si à l'instar de nombreuses autres banques américaines et européennes, Société Générale a connu un troisième trimestre plus favorable que prévu, elle se distingue par la diversité des sources de cette surperformance. En Bourse, l'action de la banque de La Défense s'adjuge 0,34% à 29,515 euros, sa progression étant obérée par le net recul des rendements du 10 ans des deux côtés de l'Atlantique.

La banque française a bénéficié, comme ses concurrentes, de la réduction du coût du risque, mais aussi de ses bons résultats dans la banque de détail en France, les métiers actions, le financement et le conseil, mais aussi ALD (leasing automobile).

Ces bons résultats s'accompagnent, comme pour BNP Paribas, du lancement d'un programme de rachat d'actions, d'un montant d'environ 470 millions d'euros, prévu le 4 novembre avec une finalisation attendue fin 2021.

* En hausse de 4,9% à 30,4 euros, Veolia a atteint un sommet à la Bourse de Paris. Le numéro un mondial des services à l'environnement a dévoilé ce matin des résultats neuf mois record grâce à une nette hausse de la demande et à la progression de ses prix de vente, tant dans les déchets que dans l'énergie.

Les niveaux d'activité et les résultats du groupe sont ressortis très supérieurs à 2020 et 2019. Sur le seul troisième trimestre, cette croissance des résultats s'est même accélérée. Résultat, Veolia assure aborder le rachat de Suez "en position idéale". Au 30 septembre, le résultat net courant atteint 667 millions d'euros, soit un niveau record. Il est multiplié par plus de cinq en un an. Il affiche un bond de 44% par rapport à 2019.

* Teleperformance se classe dernier du CAC 40 jeudi, le titre cédant 3,5% à 356,90 euros en raison de prises de bénéfices. Il reste malgré tout en hausse de plus de 6% sur un mois et de plus de 30% depuis le 1er janvier. Hier soir, le groupe a pourtant publié un nouveau chiffre d'affaires trimestriel très solide, en croissance organique de 20,8% à 1,755 milliard d'euros, légèrement au-dessus d'un consensus très exigeant (+19,7%). UBS comme Deutsche Bank font remarquer que cette performance est "une preuve supplémentaire de la forte dynamique commerciale de l'activité sous-jacente".

Et ceci, alors que les contrats covid ont tendance à s'estomper. "Le trimestre est marqué comme attendu par la moindre contribution des contrats 'd'assistance Covid' par rapport aux trimestres précédents compte tenu de la large couverture vaccinale atteinte aujourd'hui", reconnaît le spécialiste des centres d'appels et des services aux entreprises en solutions digitales intégrées.

Les contrats covid ont contribué à l'activité du troisième trimestre à hauteur de 90 millions d'euros environ, remarque Deutsche Bank, alors que l'analyste anticipait 100 millions d'euros. Un large repli par rapport au pic du second trimestre, lorsqu'ils avaient dépassé les 200 millions d'euros.

La dynamique commerciale soutenue a donc été avant tout portée par l'accélération de la digitalisation du marché, notamment via les secteurs du e-commerce, de la logistique, des réseaux sociaux et du divertissement en ligne.

* Orpea se distingue favorablement sur la place de Paris, avec un gain de 4,04% à 95,82 euros l’action. Les investisseurs accueillent favorablement le relèvement d’objectif annuel et la solide croissance enregistrée par l’exploitant de maisons de retraite et de cliniques de moyen séjour lors du troisième trimestre 2021.

" Cette performance résulte de l'excellente dynamique de toutes les zones géographiques en termes de taux d'occupation, tant dans les maisons de retraite que dans les cliniques SSR et de santé mentale ", a expliqué Yves Le Masne, le directeur général d'Orpea.

Sur le troisième trimestre, les ouvertures de nouveaux lits issus des projets de construction accélèrent avec 1 060 lits ouverts, contre une moyenne d'un peu plus de 600 sur les deux trimestres précédents.

Sur les neuf premiers mois de l'année, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 3,18 milliards d'euros, soit une progression de 9,4% à données publiées et de 5,4% en organique.

* Generali a annoncé le succès de son offre publique d'achat volontaire sur la totalité des actions ordinaires du mutualiste italien Società Cattolica di Assicurazione Spa. La transaction permettra à Generali de continuer à diversifier ses activités, notamment dans le segment Dommages & Responsabilités, et confirme l'engagement du groupe d’assurer une croissance rentable tout en créant de la valeur pour les clients, en ligne avec l’ambition de l'assureur de devenir le partenaire de ses clients tout au long de leur vie.

Generali prévoit de dégager des synergies importantes grâce à des économies d'échelle, en s'appuyant sur les capacités techniques de premier ordre du groupe et à l'augmentation des revenus.

**ANALYSES**

* Le bras de fer entre les marchés et les banquiers centraux continue. Lors de la dernière réunion de la BCE, Christine Lagarde n'avait pas réussi à convaincre les marchés de sa détermination à laisser les taux inchangés encore longtemps. Elle est revenue à la charge mercredi, à l'occasion d'une conférence organisée pour le 175e anniversaire de la banque centrale portugaise à Lisbonne.

« Dans nos orientations sur la probable évolution future de la politique monétaire - forward guidance -, nous avons clairement énoncé les conditions qui doivent être remplies avant que les taux ne commencent à être relevés », a-t-elle déclaré. « Malgré la poussée actuelle de l'inflation, les perspectives d'inflation à moyen terme restent modérées et il est très peu probable que ces conditions soient remplies l'année prochaine », a-t-elle ajouté.

Le gouverneur de la Banque de France a également jugé utile d'enfoncer le clou. « Vu d'aujourd'hui, il n'y a pas de raison pour la Banque centrale européenne de relever ses taux d'intérêt en 2022 », a déclaré François Villeroy de Galhau aux Journées de l'économie à Lyon. « À moyen et long terme, nous sommes confiants dans notre capacité à atteindre notre objectif de 2 % d'inflation. N'ayez aucun doute », a-t-il poursuivi.

Reste à voir si cela suffira à convaincre les opérateurs de marchés. Les derniers chiffres de hausse des prix en zone euro (+4,1 % en octobre, avec une inflation sous-jacente à +2,1 %) ont radicalement modifié leur perception et pour eux, l'inflation est là pour durer.

« Les swaps d'inflation à 10 ans européens et américains ont gagné plus de 20 points de base en octobre. Le swap 5 ans dans 5 ans européen est repassé au-dessus de 2 % pour la première fois en 7 ans. La courbe est désormais cohérente avec une vue de l'inflation proche ou au-dessus de l'objectif de 2 % à un horizon de plusieurs années », observe Stéphane Déo, directeur de la stratégie marchés chez Ostrum.

L'évolution des marchés monétaires montre que depuis la semaine dernière les marchés intègrent une première hausse des taux de la BCE dès octobre 2022. Les investisseurs ont même brièvement anticipé deux hausses de taux l'année prochaine.

« Le marché ne croit pas la BCE - ni la Fed d'ailleurs - lorsqu'elle répète, comme l'a fait Lagarde la semaine dernière, que l'inflation se calmera en 2022, à mesure que la déconnexion entre l'offre et la demande se résorbera et que les effets de base disparaîtront, même si la BCE admet maintenant que le pic d'inflation actuel pourrait durer plus longtemps que prévu », souligne Gilles Moec, chef économiste d'Axa.

Aux craintes d'inflation persistante s'ajoute la pression de l’environnement. Dix hausses de taux ont été opérées dans le monde en octobre. La semaine dernière, la Banque centrale du Brésil a annoncé une hausse de 125 points de base et la Banque du Canada a annoncé la fin de son assouplissement quantitatif. Et mardi, l'abandon de la politique de contrôle de la courbe des taux de la Banque de Réserve d’Australie a pris des airs de capitulation.

Dans ces conditions, même si la BCE prolonge son statu quo, elle risque de perdre la main, les réactions de marché resserrant de fait les conditions financières. « Le taux de change pourrait constituer une autre source de resserrement des conditions financières », prévient Gilles Moec. L'été dernier, la BCE avait réussi à se différencier de la Fed, ce qui avait contribué à la poursuite de la faiblesse de l'euro. C'est nettement moins le cas aujourd'hui.

« Perdre le contrôle du marché pourrait déclencher un ralentissement de l'activité économique qui compromettrait les chances de voir l'inflation de la zone euro se rétablir durablement à 2 % », estime l'économiste. Pour lui, « les divergences actuelles de point de vue entre la BCE et le marché pourraient persister jusqu'à ce que l'inflation diminue et vienne justifier l'analyse de la BCE ».

**L’AGENDA DU 5 novembre 2021**

**8h00 en Allemagne**
Production industrielle en septembre

**8h45 en France**
Production industrielle en septembre

**11h00 en zone euro**
Ventes au détail en septembre

**13h30 aux Etats-Unis**
Rapport sur l'emploi pour octobre